

- Le gouvernement annonce que le Canada participera au Groupe d'assistance des Nations Unies pour la période de transition (GANUPT), formé pour surveiller la période de transition d'un an de la Namibie vers l'indépendance. A la fin de février, le ministère canadien des Affaires extérieures a remis un chèque d'un montant de 11,9 millions \$, qui constitue un premier versement représentant la plus grande partie de la quote-part du Canada.
- Plus tard en mars, le gouvernement annonce qu'il établira sa propre mission d'observateur, distincte du GANUPT, en Namibie.
- L'Université de Regina, bénéficiant de subventions gouvernementales, accueille une conférence internationale sur la propagande et la censure sud-africaines, ainsi que sur les risques et les défis qui en découlent pour les médias nationaux et internationaux.
- Au cours de l'année financière 1988-1989 se terminant le 31 mars, le gouvernement a consacré plus de 600 000 \$ à des projets conçus afin de favoriser le dialogue entre toutes les races en Afrique du Sud, encourageant ainsi l'évolution vers une future société non raciale. Durant l'année financière 1989-1990, le gouvernement entend consacrer 1 million \$ supplémentaires à des projets du même genre. Ces fonds sont en partie réservés à des projets que décrit le Plan d'action canadien visant à contrer la propagande et la censure sud-africaines, la censure demeurant un obstacle majeur au dialogue et la liberté de la presse jouant un rôle primordial dans la promotion du dialogue.

Juin  
1989

- Le Canada resserre les mesures d'interdiction ~~visant les contacts sportifs avec l'Afrique du Sud;~~ cette politique est étendue à tous les contacts sportifs entre Canadiens et Sud-Africains, qu'ils aient lieu au Canada, en Afrique du Sud ou dans un pays tiers. Outre les équipes de représentants amateurs et les différents sports, la politique révisée s'applique désormais à des sportifs individuels, y compris les professionnels.
- Tout en maintenant le boycott du sport, le gouvernement canadien étudiera, avec des organisations anti-apartheid et des gouvernements de même opinion, les façons de contribuer à l'avancement du dialogue et à la disparition des